# Palestine : la résistance jusqu’à la fin du sionisme

Commémoration de la Nakba

Le 14 mai 1948 est le jour de la création de l’Etat israélien, mais cette date est commémorée par les Palestiniens comme la Nakba, la catastrophe. L’idée initiale selon laquelle la Palestine était « une terre sans peuple pour un peuple sans terre » a constitué l’un des plus grands mensonges de l’histoire et a servi de justification à la politique sioniste de colonisation.

Cette catastrophe prend d’abord la forme d’une prétendue légitimité internationale lorsque l’Onu adopte, le 29 novembre 1947, la Résolution 181, recommandant la partition de la Palestine, partition refusée par les Palestiniens. Non seulement ils étaient spoliés de leur terre, mais en outre 56 % du territoire palestinien étaient attribués aux Juifs, qui constituaient moins du tiers de la population et possédaient jusque-là à peine 7 % des terres. Cette catastrophe, c’est aussi la destruction, entre 1947 et 1949, de plus de 500 villages palestiniens, dont le plus connu est Deir Yassine, avec ses 250 habitants massacrés par les forces militaires juives.

Cette catastrophe enfin, c’est 800 000 Palestiniens expulsés de leurs terres sans que leur droit au retour ne soit encore reconnu dans les faits. Chassés de leurs terres et niés de tous, les réfugiés palestiniens, qui sont aujourd’hui 7,2 millions,  attendent toujours de retourner chez eux.

Depuis son implantation en Palestine, le sionisme n’a jamais eu d’autres buts que le nettoyage ethnique. Terre conquise et non terre promise, telle est la réalité de cette colonisation de la pire espèce qui se poursuit quotidiennement depuis plus

d’un siècle maintenant.

Face à ce colonialisme, les Palestiniens n’ont jamais eu d’autres options que la résistance : des révoltes menées dans la Palestine historique en 1936-1939 par Ezzedine al Qassam aux organisations de libération de la Palestine établies dans les camps de réfugiés de Jordanie, de Syrie ou du Liban ; des Intifadas de 1987 et de 2000 à la victoire de la résistance armée à Gaza en 2009 et en 2012, en passant par la libération de cette partie de la Palestine en 2005, les Palestiniens ont toujours fait preuve d’une détermination sans faille. Leur combat rejoint celui de tous les peuples opprimés. Car Israël est l’instrument du mouvement sioniste mondial et la base géographique de l’impérialisme, stratégiquement placé au cœur du monde arabe et musulman.

Depuis la création de l’Etat sioniste, le contexte géopolitique a bien changé. L’hégémonie occidentale, renforcée un temps par la chute du bloc soviétique, est en train de s’effondrer. Les démonstrations de force en Afghanistan et en Irak, ainsi que la stratégie du chaos au Moyen Orient et en Afrique, ont comme principale conséquence de renforcer la résistance des peuples et des Etats qui s’opposent au camp impérialiste. Par ailleurs, les économies occidentales sont en perte de vitesse et se heurtent à la puissance croissante des nations émergentes au sein du réseau d’alliance des BRICS, auquel se rattachent un grand nombre de pays du Sud. La guerre qui se déroule en Syrie depuis 2011 est une étape clef dans l’évolution des rapports de force au niveau mondial. Malgré toutes les tentatives impérialistes -avec la collaboration de l’entité sioniste, des pétromonarchies du Golfe et de la Turquie – de renverser le pouvoir de Bachar al-Assad, l’axe de la résistance n’a pas pu être brisé. Contrairement aux espoirs de certains, les ingérences étrangères et les atrocités commises par les mercenaires engagés en Syrie n’ont conduit qu’au renforcement de la cohésion nationale du peuple syrien. Grâce à l’implication du Hezbollah, au soutien de l’Iran, mais

surtout de la Russie, les forces gouvernementales syriennes ont pu garder le contrôle du territoire et le dénouement est proche. Cette guerre a principalement révélé le rôle de la Russie comme un élément clef du contre-pouvoir économique et militaire face à l'impérialisme occidental. Le coup d'Etat fasciste en Ukraine, fomenté par les USA et soutenu par plusieurs pays européens, ainsi que les attaques criminelles contre les populations pro-russes, ont pour objectif d'affaiblir le géant russe. Mais il est fort peu probable que cette stratégie, déjà en échec en Syrie et au Moyen Orient, ait la moindre chance de succès, accélérant ainsi le déclin de l'Empire.

L'échec de l'impérialisme à briser l'axe de résistance est de très mauvais augure pour l'entité sioniste. Malgré toute l'énergie déployée, Israël n'a pas pu convaincre son puissant et traditionnel allié d'attaquer l'Iran et d'intervenir en Syrie. Par ailleurs, la collaboration renforcée avec l'Etat français et les démonstrations d'allégeance des politiques français ne changent rien à la situation, comme on a pu le constater dans le dossier syrien. Sous l'injonction du CRIF, le gouvernement français peut s'acharner à criminaliser l'antisionisme, à censurer et à accuser d'antisémitisme tous ceux qui critiquent l'Etat juif. La France n'est plus qu'une puissance de second plan au niveau international, et en crise économique profonde, son soutien ne sera d'aucune utilité pour l'avenir à long terme de l'entité sioniste.

En Palestine, la colonisation galopante et la répression massive exercée par l'occupant n'arrivent pas à briser la détermination du peuple. Les Palestiniens ne reconnaissent que la résistance. Ils soutiennent d'abord les organisations qui ne font aucune concession aux sionistes au sujet des bases fondamentales de la cause nationale et qui poursuivent la lutte armée. Alors que le Hamas semble avoir définitivement tourné le dos au combat en signant un accord de réconciliation avec ceux qui, depuis Oslo, collaborent ouvertement à la

politique coloniale sioniste, la popularité du Jihad islamique ne cesse de grimper.

Dans cette perspective, le combat pour le droit au retour des 7,2 millions de réfugiés palestiniens (75 % de la population palestinienne) se poursuit, et ce malgré les tentatives de liquidation de ce droit. Il signe l'illégitimité d'Israël et démontre, qu'après avoir surmonté de multiples attaques, le peuple palestinien, comme les peuples de la région, n'abdiquera pas. Le cours de l'histoire ne s'est pas arrêté aux portes d'Israël. Bien au contraire, les jours de l'entité sioniste sont comptés.

Le Comité Action Palestine œuvre pour la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien, c'est-à-dire la libération de la terre arabe de Palestine.

Il réaffirme les quatre principes suivants :

o La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.

o Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son auto-détermination et son indépendance nationale.

o La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.

o La libération de tous les résistants emprisonnés.

---

# Les pressions exercées par l’occupation ne peuvent briser la volonté du peuple palestinien »

Ziad Nakhale, secrétaire général adjoint du mouvement du Jihad islamique en Palestine

Dans une interview accordée au quotidien arabe « al-Quds al-Arabi » publié à Londres, le secrétaire général adjoint du Mouvement du Jihad islamique en Palestine dénonce la « coordination » sécuritaire entre l’Autorité palestinienne et l’occupant.

Le 19 avril 2014

Q. M. Ziad Nakhale, certains ont jugé que l’ajout de votre nom sur la « liste du terrorisme » au moment où les mouvements islamistes affirment leur présence dans la région vise le projet de la résistance. Quelles sont les conséquences d’une telle catégorisation que certains régimes arabes adoptent, comme c’est le cas récemment en Egypte concernant le mouvement Hamas ?

R. Il n’est pas étonnant que l’administration américaine prenne de temps à autre des mesures visant la résistance. Que ce soit sur le plan moral ou pratique. Mais qu’une grande puissance nomme un individu et le classe dans ce qui est appelé « la liste du terrorisme », cela a suscité étonnement et surprise parmi les hommes d’opinion et les observateurs. Ce qui nous intéresse, c’est de savoir si une telle décision aura un impact ou modifiera quelque chose ? Je ne suis pas le premier et ne serai pas le dernier dans ce qu’ils appelle les

listes du terrorisme. Si nous allons plus loin, je peux dire : les Etats-Unis considèrent terroriste toute personne qui est en désaccord avec elle ou avec sa politique, et même des Etats et de nombreuses organisations ont été mises sur les listes des terroristes, et tout cela pour servir « Israël ».

Q. La recrudescence des assassinats commis par « Israël », est-ce que vous y voyez un lien avec les tentatives américaines coordonnées avec des parties palestiniennes pour imposer une solution quelconque ?

R. l'intensification de l'agression contre notre peuple palestinien n'a jamais cessé, même pas un jour, mais elle prend des formes différences en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, comme les meurtres, le blocus, la destruction, les arrestations et autres. Elle vise à plonger le peuple palestinien dans le désespoir et à lui dire que l'occupation est son sort final, que la résistance est interdite et illégale, et que le seul espoir qu'il peut caresser est ce que Israël lui propose à la table des négociations, dans le cadre de l'équilibre de forces actuel. Ce qui veut dire être soumis à des directives israéliennes, avec une collaboration américaine et un parti-pris total envers Israël.
Les Etats-Unis oublient, ainsi que le monde, que les pressions militaires, politiques et économiques, ne peuvent briser la volonté du peuple palestinien et ne changeront rien à la réalité, et ne pourront obliger personne à accepter n'importe quelle solution. En réalité, il n'y a rien pouvant être nommé solution, car Israël ne veut pas de solution, il veut tout.

Q. Gaza a pris une bouffée d'air après l'arrivée du président Mohammad Morsi au pouvoir, et après son écartement, la question du blocus est devenue une matière de chantage envers les Palestiniens de Gaza. Que pensez-vous du rôle égytien quant à la levée du blocus contre Gaza ?

R. La situation complexe en Egypte et les événements qui se bousculent jusqu'à présent ont mis la bande de Gaza en

situation de victime à tous les niveaux, mais il faut savoir que la punition collective contre le peuple palestinien à Gaza est injuste et illégale, quelles qu'en soient les raisons. Les frères égyptiens doivent revoir les mesures prises qui occasionnent des préjudices au peuple palestinien, qui, de son côté, porte beaucoup d'amour et de reconnaissance au peuple d'Egypte.
Ne savent-ils pas qu'ils mènent un blocus contre le sang des martyrs égyptiens tombés pour défendre la Palestine, et leurs tombes à Gaza témoignent encore de l'histoire grandiose qui lie le peuple d'Egypte au peuple de Palestine ? Malgré cela, nous, les organisations nationales et islamiques à Gaza, nous sommes prêtes à nous asseoir avec les frères en Egypte et à ouvrir le dossier des relations, sans limite aucune, pour mettre fin à ce qui brouille la relation entre les deux peuples frères.

Q. Est-ce que la décision prise en Egypte considérant les frères musulmans comme une « organisation terroriste » sort l'Egypte de sa crise ?

R. L'Egypte est le plus vaste des Etats arabes et vit des problèmes complexes qui touchent tout le peuple égyptien, et le fait d'éloigner un groupe et notamment un groupe de l'importance des Frères musulmans, de la vie politique, accentue les problèmes et installe l'Egypte dans une situation instable. Cela accentue sa crise et son état mouvementé qui caractérise l'Egypte depuis quelques années, qui a par ailleurs entraîné la suppression d'une partie aussi importante que les Frères. Je ne pense pas que ce soit la voie la plus sûre pour sortir l'Egypte de sa crise et pour qu'elle puisse reprendre son rôle et sa place, que tout le monde attend.

Q. Comment voyez-vous l'affrontement des tentatives américaines, sur le plan palestinien, visant à faire admettre le projet de la « reconnaissance de la judéité » de l'Etat « israélien » ?

R. Les tentatives américaines pour imposer une solution pro-israélienne au peuple palestinien et à la région ne se sont jamais arrêtées. Ces tentatives ont toujours échoué, et elles reprennent à nouveau. A présent, les Etats-Unis essaient, dans le cadre de ce qui est appelé « le printemps arabe » de profiter de l'état de dispersion généralisée dans la région pour imposer une solution faisant d'Israël un Etat religieux dans tout le sens du terme. Mais cela n'est qu'une introduction à la dislocation de la région sur une base confessionnelle et religieuse, et instaurer le droit de chaque confession ou religion ou nationale de réclamer un Etat spécifique. C'est le projet de dislocation de ce qui fut appelé la patrie arabe. De plus, l'Etat juif en tant que tel sera la bombe qui mettra fin et pour toujours au projet ou l'idée d'instaurer un Etat palestinien. Sera expulsé de la terre historique de Palestine tout ce qui n'est pas juif, d'autant plus que nous remarquons la masse imposante de la colonisation qui se répand comme un cancer en Cisjordanie et qui pille la terre au vu et au su de « la légalité internationale », y compris les Nations-Unies et le conseil de sécurité.
L'Etat juif signifie en fin de compte que la Palestine, toute la Palestine, est une patrie pour les juifs du monde, et qu'il n'y a pas de peuple palestinien sur la terre de Palestine. De là vient l'idée de la patrie alternative proposée par « Israël » à l'Est de la rive du Jourdain pour le peuple palestinien.

Q. La campagne de judaïsation d'al-Quds s'intensifie alors que l'Autorité palestinienne continue à parler d'occasions pour parvenir à un accord ou semi-accord. Ne faut-il pas plutôt réclamer l'unité palestinienne pour affronter un tel projet ?

R. Non seulement al-Quds est en train d'être judaïsé, mais tout est devenu sous la domination « israélienne », le cancer de la colonisation se répand comme des champignons tout au long de la Cisjordanie et il ne reste aux Palestiniens que les villes peuplées, qui sont toutes encerclées par les colonies

et séparées les unes des autres. La politique du fait accompli se poursuit. Les négociations et leur prolongement ne sont que des moyens pour gagner du temps pour que l'on arrive à l'étape du fait accompli. Que ferons-nous des juifs qui se sont installés et qui ont colonisé, qui ont leurs villes, leurs écoles, leurs hôpitaux et leurs usines ? Pouvons-nous les expulser ?
Quiconque le réclamera sera taxé d'inhumain. Les accusations sont prêtes, celui qui refuse sera accusé de terrorisme et poursuivi, à commencer par l'Autorité palestinienne, et pour finir les Etats-Unis et entre les deux, les Arabes et les non-Arabes. Il est regrettable que l'Autorité palestinienne soit associée directement à ce qui se passe, elle brouille les cartes en acceptant sans cesse de poursuivre les négociations, qui n'amènent à rien, sinon un surplus de négociation et de division interne. A propos, je ne dis pas que la fin de la division interne mettra fin à la colonisation, mais je dis que l'unité palestinienne véritable sera un pas pour affronter à nouveau et avec sérieux les projets illusoires et pour rechercher les moyens et les possibilités qui permettent de dévoiler les illusions de règlement ou de paix avec cette entité, et pour commencer à bâtir un projet de résistance qui s'étend pour inclure tout le monde arabo-musulman et les êtres libres de ce monde, et remettre les droits à leurs possesseurs légaux.

Q. Les positions arabes semblent indifférentes envers la situation palestinienne. Quels sont les leviers pouvant être utilisés par les Arabes pour soutenir le peuple palestinien et renforcer sa résilience ?

R. Oui, il y a à présent une indifférence arabe manifeste, qui n'a pas besoin de preuves. Mais je pense que nous, les Palestiniens, pouvons changer cette réalité, en nous unissant et en agissant, et en empêchant quiconque de prendre pour prétexte la situation palestinienne pacifique ou attentiste pour justifier son attitude en disant « nous sommes avec ce

que décide le peuple palestinien ». Décidons nous-mêmes et nous verrons si les peuples arabes et les peuples du monde seront à nos côtés et soutiendront nos droits.

Q. Comment jugez-vous les répercussions de la coordination sécuritaire sur l'action palestinienne, et notamment sur le Jihad islamique ?

R. Ce qui se passe en Cisjordanie, et la pratique de l'Autorité, les arrestations et la répression qui vise les activités estudiantines, et même les actions humanitaires en direction des familles des prisonniers et des martyrs, non seulement envers le Jihad islamique, bien qu'il soit le plus visé, tout cela est affligeant et dégradant lorsque ceci se déroule sous le chapitre de la coordination sécuritaire avec les forces de l'occupation et au profit total d'Israël, et sans aucune compensation, au contraire. « Israël » pratique ce qu'il veut, sans aucun frein, il confisque les terres, mène des incursions dans les villes, assassine et arrête toute personne qu'il juge menaçante pour sa sécurité. La question n'est pas seulement liée au Jihad islamique, mais c'est le rôle assigné à l'Autorité par les accords d'Oslo, où elle a accepté d'être le gendarme qui protège « Israël », en situation d'occupation.

Q. Où en est le dossier de la réconciliation palestinienne, et que rôle joue le mouvement du Jihad islamique pour rassembler la maison palestinienne ?

R. Malgré la blessure dont souffre le peuple palestinien du fait de la division interne, je refuse de comparer entre l'Autorité de Ramallah et ce qui se dit à propos de l'Autorité à Gaza, par principe. Nous avons de grandes divergences avec l 'Autorité de Ramallah, nous lui sommes opposés concernant les accords d'Oslo, qui a fait une concession historique au détriment du droit du peuple palestinien sur la Palestine, et nous sommes en désaccord avec elle sur la gestion de sa politique avec l'ennemi, à tous les niveaux, et notamment en

ce qui concerne la coordination sécuritaire au détriment de la résistance et du peuple palestinien. Quant à l'Autorité de Gaza, si nous pouvons ainsi l'appeler, nous sommes d'accord avec elle sur le plan stratégique, mais en désaccord en ce qui concerne les relations inter-palestiniennes et sa gestion. Nous avons essayé et essayons toujours de réunifier la société palestinienne, de manière à préserver l'unanimité et l'unité de la position politique, l'unité des forces de notre peuple pour affronter le projet sioniste, par tous les moyens possibles, de manière à poursuivre la résistance et ne pas reconnaître « Israël ».

Q. Concernant la dernière confrontation à Gaza que vous avez nommée « Briser le silence », quel est le message que vous avez voulu envoyer à l'occupation ?

R. Tout le long de l'année qui a suivi la guerre d'agression sur la bande de Gaza en 2012, « Israël » n'a pas cessé les agressions et les assassinats en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, malgré l'accord de cessez-le-feu qui a suivi cette guerre, qui a eu lieu sous l'égide de l'Egypte, et qui a obligé « Israël » à cesser les assassinats. Mais comme d'habitude, « Israël » n'a pas respecté l'accord. La résistance a dû envoyer un message fort à l'ennemi lui disant que nous n'acceptons pas ces agressions. Ce fut l'opération « Briser le silence », qui a été choquante à plus d'un titre. C'est ce qu'ont affirmé les responsables politiques et les médias en « Israël », ce ne fut pas seulement une opération qui a brisé le silence mais un choc et une surprise.

Q. Comment jugez-vous votre attitude envers la crise syrienne ?

R. La Syrie est la grande blessure, qui devient au fur et à mesure que les jours passent le souci quotidien de tout Palestinien et arabe. La Syrie, qui était un axe essentiel dans la confrontation au projet sioniste, et une base essentielle pour la résistance tout au long de son histoire,

est devenue aujourd’hui une réelle menace pour tout ce qui est beau et prometteur pour la nation, à cause des dangers qui guettent. Personne ne peut affirmer aujourd’hui que la future Syrie ne représente pas, au moins, un danger pour l’unité de la nation. Nous sommes très inquiets et l’avenir de la Syrie nous préoccupe incessamment, tout comme nous préoccupe ceux qui la poussent vers l’inconnu. C’est pourquoi nous avons dit dès le début que l’avenir de la Syrie doit être déterùiné par son peuple, dans toutes ses composantes, de manière à ce qu’elle reste unie et forte, et assure les intérêts du peuple syriens, sa liberté et sa dignité, et maintient sa situation exceptionnelle dans l’axe de la résistance. Ce sont les constantes de notre position concernant la crise syrienne, et nous pensons qu’elles sont assez équilibrées pour protéger notre peuple dans ce cher pays, et assurer que la Syrie demeure puissante pour affronter le projet sioniste qui vise son démantèlement et le démantèlement de toute la région.

Q. Certains jugent que votre alliance avec l’Iran n’est pas dans l’intérêt de la résistance. Comment jugez-vous cette alliance ?

R. Ma cause principale et centrale est la Palestine, ma patrie perdue et envahie. Quant à ceux qui considèrent l’Iran comme une menace concernant d’autres dossiers, la solution à notre avis n’est pas la guerre mais le dialogue et l’entente. Qui doit être prioritaire pour réaliser une réconciliation et la paix ? « Israël » ou l’Iran ?

La relation historique avec l’Iran se transforme parfois en accusation, et parfois en atout, et la question devient de plus en plus urgente du fait de nombreux éléments. Mais ce qui m’intéresse en cet instant est une autre question : est-ce que

l’Iran représente une menace ou une chance pour la nation ? Cela réclame de nombreuses questions, telles que : la relation avec « Israël » qui occupe la partie la plus importante de notre région arabe constitue-t-elle une menace ou une chance ? la relation avec les alliés d’Israël est-elle une chance ou une menace ? C’est pourquoi j’affirme que notre relation avec l’Iran est une chance pour la nation, en vue de renforcer et consolider sa position pour affronter le projet sioniste qui occupe la Palestine. Ceux qui critiquent notre relation avec l’Iran doivent nous dire si leurs relations avec les Etats-Unis et « Israël » qui occupe notre terre et domine nos lieux saints sont au profit de la nation ou du peuple palestinien ? Ou bien ce n’est qu’une légalisation de l’occupation, afin que la Palestine demeure à tout jamais « Israël ».

---

# « Les prisonniers palestiniens : combattants de la liberté » par Comité Action Palestine

Tout Palestinien est potentiellement le prisonnier d’Israël, du seul fait qu’il soit Palestinien. Car la prison coloniale est l’instrument du plan sioniste de destruction de l’identité palestinienne.

La prison coloniale israélienne est un auxiliaire de l’agression guerrière. Elle fait partie de la violence par laquelle l’occupant cherche à imposer sa loi, en procédant méthodiquement à l’anéantissement physique et psychologique du détenu.La prison coloniale israélienne est aussi un substitut de la peine de mort. Elle sert à criminaliser les combattants

de la résistance tout en assurant au régime sioniste une façade « démocratique ».

Le système carcéral sioniste enferme la société palestinienne dans une toile d'araignée dont les maillages n'épargnent personne, hormis les collaborateurs. Il vise à détruire la société en ciblant la structure familiale : il n'existe aucune famille palestinienne qui ne compte parmi ses membres un détenu ou un ex-détenu. Ce système s'attaque aux forces vives de la nation palestinienne en emprisonnant les enfants. Aujourd'hui, il devient improbable de croiser en Palestine occupée un Palestinien qui n'ait été raflé ou arrêté. Il en résulte qu'en Palestine, la proportion de prisonniers politiques par rapport à l'ensemble de la population est la plus élevée au monde. D'autres prisonniers arabes subissent le même sort que les Palestiniens. « Coupables » de résistance au plan de domination occidentale au Moyen-Orient, tous vivent l'enfer du cachot et de la torture dans les prisons de l'occupation et de la collaboration.Mais l'acharnement à « punir » et à emprisonner dans des proportions industrielles révèle en réalité la peur du régime colonial sioniste d'échouer dans son projet et de se voir lui-même rayé sur le plan existentiel. Rien ne symbolise mieux que la prison coloniale la lutte à mort qui se joue entre colon et colonisé. Car si la prison est l'éventualité certaine du résistant, la résistance est aussi l'horizon du prisonnier. C'est ce qu'attestent les luttes menées au sein même des geôles sionistes. Et c'est ce que prouve la place essentielle des prisonniers dans le combat national palestinien. Les prisonniers sont les martyrs, mais non les victimes de la résistance. Ils en sont les acteurs. Lutter contre les conditions carcérales, c'est aussi lutter pour que la

résistance continue. C’est donc lutter pour que la société continue d’exister. Parce que le combat des prisonniers est toujours un combat politique, le statut de prisonnier constitue, par conséquent, un repère fondamental de l’identité nationale palestinienne.C’est pourquoi la libération inconditionnelle de tous les prisonniers, palestiniens et arabes, est une revendication centrale de la cause palestinienne.
Comité Action Palestine

---

# Pour la Palestine, l’abstention aux élections municipales

Le 30 mars 1976, six Palestiniens de l’intérieur (c’est-à-dire ceux qui ont pu rester en 1948 après la création par la force de l’état d’Israël) étaient abattus par l’armée d’occupation d’Israël, 96 blessés et 300 autres étaient arrêtés. Leur crime ? Avoir manifesté contre l’État sioniste qui avait confisqué et déclaré “ zone militaire ” 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens.

Depuis, tous les 30 mars, la “ Journée de la Terre ” commémore cet événement partout dans le monde où se trouvent les défenseurs des droits du peuple palestinien.

Cette journée est avant tout symbolique. Rappelons qu’en 1948, l’Etat juif avait expulsé près d’un million de Palestiniens et détruit plus de 400 villages. La majeure partie des terres palestiniennes avait été confisquée dans la perspective de fonder le “ Grand Israël ”. Dès lors, cette politique de confiscation des terres en vue de judaïser la Palestine (c’est-à-dire voler des terres aux Palestiniens pour les

donner aux juifs), s’est poursuivie sans relâche et s’intensifie, accumulant crimes de masses, assassinats de leaders politiques et emprisonnements de résistants : la colonisation de toute la Palestine est inscrite au cœur du projet sioniste. Avec la construction du mur qui vole chaque jour plus de terre aux Palestiniens et la judaïsation actuelle de la vallée du Jourdain, du Naqab et de Jérusalem, rien ne semble arrêter cette machine à tuer et à coloniser.

Pourtant, depuis la création de l’Etat d’Israël, le peuple palestinien a toujours résisté à cette terrible entreprise de destruction de sa société, soutenue par les pays occidentaux et en particulier les Etats-Unis et la France.

A l’occasion de la journée de la terre qui coïncide avec les élections municipales, nous tenons à dénoncer l’ensemble de la classe politique française, entièrement aux ordres de l’Etat d’Israël. En effet, le gouvernement français appuie l’Etat israélien dans son entreprise d’éradication du peuple palestinien. Depuis la crise syrienne, il apparait clairement que la France et Israël ont la même stratégie de liquidation de l’axe de la résistance constitué par l’Iran, le Liban, l’Irak, la Syrie et le mouvement palestinien de libération nationale. Avec l’Arabie Saoudite, ces deux Etats forment aujourd’hui l’alliance la plus belliqueuse à l’égard de la Syrie et de l’Iran, la plus radicale dans la mise à mort du peuple palestinien..

En France, les partis politiques dominants de gauche et de droite soutiennent cette stratégie de guerre à outrance : en Syrie mais aussi au Mali et en Centrafrique où se déroule actuellement un quasi génocide des musulmans déclenché par l’intervention militaire française. Dans le domaine de la politique extérieure, L’Etat français considère ses anciennes colonies comme son pré-carré, mais cette époque est bien révolue. La résistance s’organise et se renforce, notamment au Liban et en Syrie.

La politique intérieure de la France est également marquée par des pratiques néo-coloniales : les discriminations et l'islamophobie sont aujourd'hui des pratiques héritées de l'époque coloniale et appliquées aux populations immigrées issues d'Afrique et du monde arabe. Alors qu'il érige la laïcité comme une valeur sacrée, l'Etat français, avec l'appui de l'ensemble de la classe politique, stigmatise et réprime la minorité musulmane. Les deux lois anti-voiles adoptées en 2004 et 2010 témoignent que le racisme d'Etat est une réalité incontestable. Au nom de la république, une véritable islamophobie d'Etat fait d'une partie de la population le bouc-émissaire d'une société en crise économique et morale. C'est une manière de faire diversion dans un moment d'aggravation de la crise économique et de multiplication des affaires de corruption, mettant en cause des politiques de droite comme de gauche. Plus proche du gangstérisme que d'une élite dirigeante digne de ce nom, la classe politique piétine les « valeurs de la république », pourtant censée les défendre. Tous pourris ? Les dirigeants politiques le sont, soit par leur implication dans de sales affaires soit par leur soutien à la politique islamophobe et pro-sioniste. A l'échelle locale ou nationale, les hommes et femmes politiques font partie du même système, partagent la même vision et ont des intérêts communs.

Parce que cette classe politique est sioniste, raciste et magouilleuse, nous invitons tous ceux qui sont sincèrement anti-racistes, anti-sionistes et soucieux de l'intérêt général à ne pas voter. La seule manière de sanctionner ce système politique est de lui refuser toute légitimité. Depuis des années, l'alternance gauche/droite a conduit le pays au bord du gouffre. Par l'abstention, nous devons également signifier que nous refusons cette politique extérieure fondée sur la guerre et soumise aux intérêts d'Israël. C'est notre manière d'être solidaires avec le peuple palestinien et avec tous les peuples en lutte pour l'égalité et la dignité.

# Syrie : la guerre de trop pour l'Occident

En soutenant militairement, financièrement et politiquement les rebelles syriens, le bloc occidental pensait répéter le scénario libyen qui avait vu la chute rapide du régime avec le parachutage tout aussi rapide au pouvoir d'une clique de déserteurs ou d'opposants anciennement exilés gouvernant un pays plongé dans le désordre le plus profond de guerre entre tribus et de règne des milices. Cependant, tout opposait la Libye et la Syrie tant sur le plan interne que sur le plan des relations internationales, et cela les dirigeants états-uniens et européens n'ont pas su le voir. Au niveau des facteurs propres à l'équation syrienne, il est possible d'isoler deux éléments importants sur lesquels l'offensive occidentale est venue buter : l'unité du régime et le rôle du peuple syrien. L'ensemble des institutions de l'Etat syrien sont restées stables malgré la violence des attaques des groupes rebelles armés et coachés par les services occidentaux. Aucune défection d'envergure du personnel politique, pas de désagrégation des institutions ni de scission de l'armée. Ceci peut s'expliquer par le caractère homogène du point de vue confessionnel de la classe politique syrienne, son caractère alaouite, mais ceci ne constitue pas le facteur déterminant. En réalité, après l'expérience libyenne, les dirigeants syriens savaient qu'en cas de défaite, ils étaient destinés à une implacable extermination. Cette perspective a sans doute contribué à resserrer les rangs au sein de l'appareil d'Etat, d'autant plus que leurs adversaires nourris au wahhabisme et au takfirisme menaient une guerre de purification ethnique,

encouragés en cela par les stratèges occidentaux. L'Armée Arabe Syrienne est elle aussi restée globalement intacte dans sa structure et cette unité est sans doute à mettre au compte d'une idéologie nationaliste forgée au cours d'une histoire d'opposition au régime sioniste.

L'histoire de l'Occident, depuis son entrée dans la phase impérialiste à l'aube du 20ième siècle, est jalonnée par les guerres d'agression visant la conquête ou le contrôle de pays ou de régions. Mais depuis une décennie, comme si une sorte de dérèglement avait atteint les modes habituels de la domination capitaliste, on assiste à une précipitation des guerres contre les pays du Sud. En l'espace de quelques années, l'Occident s'est trouvé engagé dans des interventions directes en Irak, au Soudan, au Liban, en Côte d'Ivoire, en Libye, au Yémen, au Mali, en Syrie et indirectement via des milices ou des manipulations de toutes sortes dans plusieurs autres Etats. La multiplication des agressions à l'encontre de nations souveraines a créé une instabilité généralisée dans des régions entières d'Afrique et d'Asie, un chaos qui jusqu'à présent n'a pas offert d'issue de sortie et de perspective d'évolution pour les peuples pris dans ce tourbillon macabre. Il est possible d'interpréter cette situation comme le résultat d'une stratégie du chaos menée par le bloc occidental pour asservir les peuples du Sud et les empêcher de se relever en déstructurant totalement leur infrastructure économique, leur société et leur patrimoine culturel. Cependant même si cette hypothèse contient une part de vérité, il faut questionner le changement de la stratégie occidentale lui-même, s'interroger sur les raisons fondamentales, structurelles qui ont poussé à ce revirement. Il s'agit donc de comprendre pourquoi le bloc occidental ne domine plus ou n'arrive plus à dominer le monde, comme pendant les quatre décennies qui ont suivi la décolonisation, en installant dans les Etats du Sud des oligarchies supplétives ou en les contrôlant à distance. Ce mode de gestion néocoloniale, qui avait assuré un climat de relative stabilité pour la

domination à un double niveau, celle des Etats du Sud sur leurs peuples et celle de l'Occident sur ces Etats du Sud, ne semble plus fonctionner. Et pourtant, l'existence de ces Etats inféodés constituait à n'en pas douter la situation optimale pour l'Occident en termes d'exploitation des ressources naturelles, de débouchés pour les produits et de profit. Si les Etats-Unis et l'Europe ont opté pour une autre forme sous-optimale de contrôle des pays du Sud, c'est qu'ils y ont été acculés. La stratégie du chaos, la guerre à outrance traduisent une faiblesse ou pour être plus juste un affaiblissement structurel du monde occidental qu'il faut analyser avec précision. La guerre en Syrie est la scène de conflit global où apparaissent avec la plus grande netteté le déclin de l'Occident et le basculement des rapports de forces internationaux à l'avantage des nations émergentes. Nous analyserons ainsi le cas syrien en essayant de montrer que les facteurs conjoncturels de la défaite occidentale ont été conditionnés par des facteurs structurels d'affaiblissement économique et politique de l'occident sur la scène internationale.

En soutenant militairement, financièrement et politiquement les rebelles syriens, le bloc occidental pensait répéter le scénario libyen qui avait vu la chute rapide du régime avec le parachutage tout aussi rapide au pouvoir d'une clique de déserteurs ou d'opposants anciennement exilés gouvernant un pays plongé dans le désordre le plus profond de guerre entre tribus et de règne des milices. Cependant, tout opposait la Libye et la Syrie tant sur le plan interne que sur le plan des relations internationales, et cela les dirigeants états-uniens et européens n'ont pas su le voir. Au niveau des facteurs propres à l'équation syrienne, il est possible d'isoler deux éléments importants sur lesquels l'offensive occidentale est venue buter : l'unité du régime et le rôle du peuple syrien. L'ensemble des institutions de l'Etat syrien sont restées stables malgré la violence des attaques des groupes rebelles armés et coachés par les services occidentaux. Aucune

défection d’envergure du personnel politique, pas de désagrégation des institutions ni de scission de l’armée. Ceci peut s’expliquer par le caractère homogène du point de vue confessionnel de la classe politique syrienne, son caractère alaouite, mais ceci ne constitue pas le facteur déterminant. En réalité, après l’expérience libyenne, les dirigeants syriens savaient qu’en cas de défaite, ils étaient destinés à une implacable extermination. Cette perspective a sans doute contribué à resserrer les rangs au sein de l’appareil d’Etat, d’autant plus que leurs adversaires nourris au wahhabisme et au takfirisme menaient une guerre de purification ethnique, encouragés en cela par les stratèges occidentaux. L’Armée Arabe Syrienne est elle aussi restée globalement intacte dans sa structure et cette unité est sans doute à mettre au compte d’une idéologie nationaliste forgée au cours d’une histoire d’opposition au régime sioniste.

Mais la réaction des masses syriennes constitue la donnée qui a le plus déstabilisé les prévisions et les plans des coalisés occidentaux et moyen-orientaux (Qatar, Arabie Saoudite, Turquie). Au départ, il s’est effectivement produit un mouvement populaire d’envergure contre le régime d’Assad dont les Occidentaux et leurs alliés espéraient profiter pour renverser le pouvoir. Mais l’implication du bloc occidental, au lieu de susciter un élan populaire comme dans la région de la Cyrénaïque libyenne, a eu des effets contraires. Le peuple syrien s’est comme replié sur lui-même, essayant d’observer ce qui se passait dans une atmosphère de chaos généralisé, de crimes et de massacres. Puis lorsque les signes de la participation des forces étrangères au conflit sont devenus irréfutables, une certaine solidarité de circonstance s’est nouée avec le régime autrefois honni. Cette forme de soutien apporté au régime pour des raisons de rejet de toute forme d’intrusion étrangère, par soif d’indépendance nationale, a été renforcée par les exactions et les crimes de toutes sortes commis par les factions rebelles locales ou les groupes de mercenaires étrangers importés via la Turquie. Ce qui ressort

de l’analyse des facteurs endogènes des revers subis par le bloc impérialiste, c’est que les dirigeants et les stratèges occidentaux ont très mal jugé de la situation, sous-estimant d’un côté la consistance et la résilience de l’Etat syrien et de son armée et anticipant de manière erronée la réaction populaire. Manquant de finesse politique et stratégique, ils n’ont pas su analyser la nouvelle donne qu’offrait le Moyen-Orient et reformuler leur approche des formes de domination et d’offensive armée dans la région. Prisonniers du schéma du maillon faible, ils avaient planifié avec Israël l’attaque du Liban Sud, puis celles de Gaza en 2009 et en 2012 pensant que le Hezbollah et le Hamas constituaient les pièces les plus fragiles de l’axe de résistance. Les trois guerres menées face aux résistances populaires furent des fiascos. Le raisonnement simpliste a conduit les leaders occidentaux à considérer alors la Syrie comme le maillon faible car elle ne présentait pas cette dimension de résistance populaire que les armées conventionnelles de l’Occident n’arrivent plus à vaincre depuis les guerres de décolonisation. La mécanique de guerre fut enclenchée contre la Syrie mais le paramètre le plus important ne fut pas considéré, à savoir que l’axe de résistance allait réagir dans son ensemble et qu’il était vain de prendre en compte ses éléments de manière isolée. Si l’on compare maintenant l’offensive des coalisés en Syrie depuis 2011 et celle de la coalition vingt ans plutôt en Irak, on peut mesurer à quel point la situation a changé pour le camp occidental, à quel point il s’est affaibli. Si les conséquences politiques de l’intervention en Irak n’ont pas tourné à l’avantage des puissances qui la menèrent, au moins la guerre d’agression avait été victorieuse dans un premier temps. Aujourd’hui, même les offensives prennent la tournure de désastre. Le déficit de pensée politique globale ou de compréhension de changement, le manque de clairvoyance stratégique n’est que le pendant du déclin économique et civilisationnel de l’hémisphère Nord. Les Etats occidentaux et leur allié sioniste ne sont plus en capacité de produire des dirigeants digne de ce nom, alliant hauteur de vue,

intelligence des situations et perspicacité dans les choix.

Ainsi, dans la guerre en Syrie, les facteurs exogènes sont au moins tout aussi importants que les facteurs endogènes car la scène de conflit syrienne est dans son fondement une confrontation entre deux blocs aux intérêts contradictoires. La survie du régime qui constitue en même temps déjà un succès pour lui et un échec pour le bloc occidental dépend en grande partie des alliances qu'il a su nouer au sein de l'axe de résistance et plus largement avec le bloc des nations émergentes. Sur le plan militaire, l'Iran et le Hezbollah ont constitué des acteurs majeurs du conflit sans lesquels l'issue du régime syrien demeurait très incertaine. L'Iran a mobilisé sur le terrain ses services secrets et des conseillers militaires qui ont su donner des orientations stratégiques et tactiques aux différentes batailles. La République Islamique d'Iran a aussi fourni un soutien matériel et financier, notamment via la fourniture en pétrole à partir de juillet 2013, à un moment où l'approvisionnement en ressources devenait une question vitale étant donné l'embargo international. De son côté le Hezbollah est entré en guerre en mars 2013 dans le cadre de la bataille de Qussair. Cette bataille, remportée par le parti chiite après plusieurs mois d'un affrontement acharné, peut être considérée comme le tournant de la guerre. Jusqu'alors régnait une forme d'équilibre des forces entre les belligérants, une sorte de bataille d'échec sanglante, faite de reculs et d'avancées de chaque partie. Mais la défaite a porté un coup terrible à l'organisation de la rébellion, tant sur le plan stratégique qu'au niveau moral. A partir de là, le régime syrien s'est trouvé dans une position plus favorable, multipliant les victoires locales et les conquêtes de territoires. Autant l'axe de résistance est apparu uni et déterminé dans le combat, autant la rébellion a fait preuve de la plus totale désorganisation et d'un manque d'intelligence stratégique et politique. Dès l'origine du conflit, des divisions se sont manifestées entre la direction politique de la rébellion basée

à l'étranger et téléguidée par l'Occident (Conseil National Syrien-CNS) et le commandement des factions insurgées sur le terrain, plusieurs groupes rebelles en armes ne reconnaissant pas l'autorité du CNS. Puis, plus récemment à le fin de l'année 2013, les clivages sont apparus entre groupes djihadistes sur le champ de bataille, les rebelles de l'Armée Syrienne Libre voulant se débarrasser de l'organisation l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIIL) qui commençait à prendre de l'envergure sur le terrain. La guerre fratricide, qui peut être interprétée comme un « dégât collatéral » de la bataille de Qussair, s'est produite au moment où l'opposition était la plus faible, renforçant ainsi les positions acquises du régime syrien.

C'est aussi parce qu'il est inscrit dans un autre réseau d'alliance, celui des nations émergentes (BRICS), en particulier la Russie, que le régime a pu assurer sa survie à un moment où l'affrontement ne tournait pas en sa faveur. En effet, dans les premiers temps de la guerre, les assauts répétés des groupes djihadistes avaient réellement déstabilisés les capacités de résistance du régime au point que Damas était assiégée et le pouvoir syrien menacé d'anéantissement. Cependant, la participation de la Russie à la bataille de Damas de juillet 2012 a été décisive. En fournissant une technologie moderne de brouillage de l'ensemble des communications (radio, internet, téléphonie), elle a créé la confusion dans les rangs ennemis des insurgés et de leurs conseillers occidentaux et israéliens et a permis au régime de mener une contre-offensive, une embuscade de grande envergure dans laquelle des milliers de rebelles furent tués. Si la bataille de Qussair quelques mois plus tard a permis aux forces de résistance de prendre l'ascendant sur les rebelles, la bataille de Damas a permis de rétablir un certain équilibre des forces. La Russie a aussi joué un rôle déterminant au niveau politique des négociations internationales, soit en imposant des vétos aux résolutions prévoyant l'intervention directe des Occidentaux en Syrie,

soit assurant la défense des intérêts du régime syrien. La Russie a bien sûr des intérêts stratégiques et économiques d'importance en Syrie pour s'opposer aussi frontalement au bloc occidental. La Syrie est le seul pays de Méditerranée où la Russie possède une base navale et donc sur le plan militaire cette base revêt une importance cruciale. Du point de vue économique, la Syrie constitue un client historique en armement. Mais l'intérêt essentiel réside dans le projet de futur gazoduc qui devait traverser le territoire syrien et qui devait être réalisé en coopération avec l'Iran. Ce gazoduc aurait permis au Russes et aux Iraniens de renforcer leur position de principaux fournisseurs mondiaux en gaz naturel au détriment du Qatar car l'acheminement du gaz moyen-oriental vers l'Europe passe nécessairement par la Syrie. Militairement mais surtout politiquement, la Russie a joué un rôle éminent, avec des positions claires et une attitude ferme soutenue en cela par les nations du Sud en pleine expansion, le groupe des BRICS. C'est sans doute la première fois depuis la Guerre froide que deux blocs se font face, mais cette fois-ci la confrontation ne revêt pas un caractère Est-Ouest mais Sud-Nord. Le monde unipolaire rêvé par les Etats-Unis a eu une espérance de vie des plus courtes, et les cris enthousiastes après la chute du Mur de Berlin n'auront pas résonné bien longtemps. Le succès politique du bloc du Sud dans la guerre de Syrie, bloc relativement récent, encore peu structuré et peu intégré, qui n'en est sans doute qu'à ses balbutiements, traduit toute la faiblesse du camp occidental, toute sa décrépitude.

En effet, le contraste est fort entre la manière dont la Russie et ses alliés ont mené la guerre et le caractère désordonné des implications occidentales dans ce conflit. Quelque soit l'aspect de la guerre considéré, il n'apparait pas de cohérence dans l'engagement des Etats-Unis ou de la France et d'Israël pour ne citer que les Etats les plus va-t'en guerre. Tout d'abord, les atermoiements ont caractérisé l'attitude américaine au sujet de la fourniture d'armes à la

rébellion. D’abord hésitant à s’engager dans le conflit et laissant à la France le rôle de porte-drapeau, l’exécutif américain décide discrètement de fournir des armes à l’Armée Syrienne libre. Cependant, il faut attendre septembre 2013 pour que le Congrès US approuve officiellement l’envoi d’armes non létales ou d’armes légères aux rebelles. Mais cette décision sera rapidement remise en cause car une partie de ces armes est tombée aux mains de djihadistes radicaux que le pouvoir américain utilise mais dont il se méfie aussi. Une telle méfiance ne peut s’expliquer que par les conséquences du conflit précédent en Libye. En effet, dans la guerre contre le régime de Kadhafi, les Occidentaux avaient fourni une importante quantité d’armes aux forces rebelles mais quelques mois plus tard ces armes s’étaient retrouvées au Mali et plus largement au Sahel, tournées cette fois-ci contre les intérêts occidentaux dans la région. Les Etats-Unis craignent haut plus haut point la répétition de ce scénario à l’échelle du Moyen-Orient et cette crainte est à l’origine des hésitations et revirements. Ayant créé le chaos dans différentes parties du monde, et au Moyen-Orient ce fut le cas au moyen des guerres menées en Irak, les Etats-Unis se retrouvent aujourd’hui dépassés par cette situation, totalement désorientés, sentant confusément que la bombe qu’ils avaient façonnée pouvait à tout moment leur exploser au visage. Si l’on envisage maintenant la position US vis-à-vis de l’accusation d’utilisation d’armes chimiques par le régime syrien, on relève le même type d’attitude empreinte de contradictions. Lorsque les médias et les officiels français ont commencé en mai 2013 à incriminer le régime syrien sur cette question, les Etats-Unis ont affirmé n’avoir pas de preuve sur le caractère effectif de l’utilisation du gaz sarin. Ce n’est que quelques mois plus tard que la diplomatie américaine s’alignera sur la position européenne poursuivant ainsi deux objectifs : faire pression sur le pouvoir syrien et ses alliés à un moment où la guerre tourne totalement à l’avantage de ces derniers et démanteler via une résolution de l’ONU l’arsenal chimique syrien dans l’intérêt d’Israël. Cependant, même si les

pouvoirs occidentaux dominés en leur sein par des élites juives sionistes ont réussi à obtenir que le pouvoir syrien renonce à ce type d'armement, politiquement ils ressortent affaiblis de la négociation avec la Russie. D'une part, le doute plane toujours sur les auteurs de l'utilisation des armes chimiques et beaucoup d'indices laissent à penser que des groupes rebelles s'en seraient servi pour délégitimer le régime et offrir une caution à un éventuel bombardement occidental. D'autre part, la Russie, en contrepartie du plan de désarmement, a réussi à obtenir la pérennité du régime et l'absence de toute intervention directe du bloc occidental, renforçant au passage sa position de négociateur et obtenant que le pouvoir syrien soit reconnu comme interlocuteur à part entière (Conférence de Genève II).

Au sein du camp des nations impérialistes, le bellicisme de la France et d'Israël tranche nettement avec l'attitude plutôt timorée des Etats-Unis. La classe politique française de droite et de gauche s'est mobilisée massivement, et ce dès l'origine du conflit, pour le soutien à la rébellion et le renversement du régime syrien. Les dirigeants français sous Sarkozy puis Hollande se sont activés tous azimut, déployant leurs efforts au niveau de la propagande médiatique, de la diplomatie, de leur services secrets, de leurs conseillers militaires, de la fourniture d'armes,… L'objectif d'abattre à tout prix le régime syrien, dans les délais les plus rapides, place la France sur la même longueur d'onde qu'Israël au sein du bloc occidental. Cependant l'implication française, caractérisée par des actions précipitées, par le manque de discernement, est aussi traversée par des contradictions et des faux-fuyants. Ainsi lorsque ses intérêts au Mali étaient menacés, la France a littéralement déserté le champ de bataille syrien au point d'être accusée de trahison par la rébellion. Parallèlement, sur le plan médiatique, au cours des cinq premiers mois de l'année 2013, un certain silence radio s'est manifesté sur la question syrienne. Puis le battage médiatique est reparti de plus belle à partir de mai 2013, le

journal Le Monde annonçant à grand fracas l’usage de gaz sarin par l’Armée Arabe Syrienne. Lorsque l’on compare le bellicisme outrancier de la France à la retenue américaine dans le cas syrien, il est intéressant de noter que depuis 2003 et l’intervention US en Irak, les rôles se sont inversés. Sous la présidence de Chirac, la France avait refusé de participer à la coalition emmenée par les Etats-Unis pour faire tomber le régime baathiste irakien. En revanche, depuis la présidence de Sarkozy, la France s’affiche comme un des Etats qui milite et agit le plus en faveur d’agressions de nations souveraines. Ainsi, dans le cas libyen en 2011, il est apparu clairement que les Etats-Unis étaient en retrait par rapport à la France en termes d’activisme médiatique et diplomatique pour une offensive armée. Pourtant, avec l’installation du nouveau régime en Libye, la France n’a semble-t-il obtenu aucun gain économique ni conclu aucun marché. Et voilà qu’elle répète avec Hollande sensiblement le même type de conduite erratique en Syrie, conduite qui ne trouve pas d’explication dans une volonté de faire valoir des intérêts directs dans la région. Pour comprendre ce jusqu’au-boutisme guerrier, il faut aussi prendre en compte les déterminants internes de la politique étrangère française. Depuis le mandat de Sarkozy, les élites juives sionistes ont totalement pris les commandes de l’appareil d’Etat, alors que jusque là régnait un certain équilibre au sein du pouvoir français entre un clan nationaliste historique et le clan sioniste. La mouvance sioniste au sein de l’Etat français est en mesure d’imprimer une politique extérieure fondamentalement pro-israélienne d’autant plus que les intérêts français en Syrie sont peu probants. En revanche, les Etats-Unis ont beaucoup à perdre dans la région et paraissent prudents voire hésitants sur la stratégie à adopter, et ce malgré l’importance du lobby pro-israélien en leur sein. C’est pourquoi au sein du bloc occidental l’on voit se dessiner d’un coté un axe reliant la France à Israël auquel vient s’agréger l’Arabie Saoudite et de l’autre des dissensions entre cet axe et les Etats-Unis.

Des divergences de vue sur les enjeux régionaux se sont notamment manifestées ces derniers temps entre les Etats-Unis et l'Etat sioniste. En premier lieu, les positionnements politico-militaires dans le conflit syrien sont foncièrement différents. Si les Etats-Unis se sont engagés dans cette guerre à reculons, Israël a jeté toutes ses forces dans la bataille : soins apportés aux rebelles blessés dans des hôpitaux de fortune, fourniture massive d'armes, informations fournis par les services secrets aux différentes factions rebelles, raids aériens contre des sites jugés stratégiques, présence d'unités d'élite dans certaines batailles. C'est ainsi que lors de la bataille de Ghouta de septembre 2013 qui opposait le Front Islamique, Jabhat Al Nosra et l'EIIL au Hezbollah et à l'Armée Arabe Syrienne, Israël a utilisé sa technologie la plus moderne pour paralyser le système des télécommunications et jeter le trouble dans les rangs des partisans du régime. Cependant, l'effet de surprise surmonté, les forces loyalistes ont repris le dessus, et cette bataille, l'une des plus sanglantes du conflit syrien, tourna une fois de plus au désavantage des alliés rebelles et sionistes. De même, sur le "dossier du nucléaire iranien", les Etats-Unis ont opté pour la négociation (Accord de Genève) tandis que les Israéliens demeuraient partisans d'une solution intransigeante, à savoir le blocus et la possibilité d'une intervention militaire. Enfin, les tensions les plus vives entre les officiels israéliens et la diplomatie américaine se sont manifestées au sujet de la négociation avec les Palestiniens lorsque John Kerry a laissé planer la menace d'un boycott de l'Etat sioniste si celui-ci refusait toute forme de concession. Si cette guerre d'agression contre la Syrie a été entreprise pour briser l'axe de résistance, le résultat final est aux antipodes de ce qui était espéré puisque c'est le bloc occidental qui a commencé à se fissurer et à se lézarder, les contradictions internes s'exacerbant à mesure que l'impuissance à vaincre l'adversaire et à abattre le régime devenait manifeste.

L’absence de stratégie politique claire du bloc occidental, le cercle vicieux des hésitations et des actions précipitées, le manque de coordination des différents Etats coalisés et surtout les tensions internes et les dissensions, trouvent une origine dans le déclin économique de ces puissances qui autrefois dominaient le monde de manière unilatérale. Le premier facteur structurel à prendre en compte est l’endettement colossal des pays riches qui peut expliquer la crainte d’une guerre longue qui les opposerait à l’axe de résistance moyen-oriental et au bloc émergent. Un enlisement dans la guerre de Syrie finirait par les ruiner et transformerait un lent déclin en extinction d’une civilisation. Le second facteur, le plus déterminant, tient au fait que l’essoufflement des économies du monde impérialiste a eu pour conséquence de modifier en profondeur les rapports Nord-Sud, brisant un certain nombre de liens de dépendance traditionnels. La rupture d’une partie des relations de domination néocoloniale a laissé un espace pour l’établissement d’un courant d’échanges Sud-Sud et la formation de réseau de relations voire de solidarités politiques entre nations émergentes. La guerre en Syrie révèle et accélère ce qui se tramait en secret au niveau économique, un écroulement des formes de domination impérialiste et l’essor corrélatif de puissances régionales du Sud. Même si la guerre qui oppose les deux blocs en Syrie ne semble pas finie, il est certain qu’après trois siècles d’hégémonie occidentale qui a porté avec elle esclavage, colonialisme et barbarie néocoloniale, le monde connait aujourd’hui un basculement historique dans lequel les nations et peuples opprimés ne se laisseront plus dicter leur sort.

**Comité Action Palestine**

---

# Le sionisme suivra Sharon dans la tombe

Les crimes d'Ariel Sharon sont ceux de l'entité sioniste : milices terroristes juives avant 1948, guerre de 48, massacres de Qibya en 1953, massacres de Ras Sudar et al-Tur pendant la campagne du Sinai en 956, escadrons de la mort à Gaza au début des années 70, guerre du Liban et massacres de Sabra et Chatila en 1982, colonisation massive de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie etc….Ses mains sont couvertes du sang de la Palestine, lui l'artisan du sionisme accompli et du "Grand Israël". Sa vision est celle des fondateurs de l'entité sioniste. Il déclarait vouloir "nettoyer les camps de réfugiés des terroristes arabes », tout comme Ben Gourion disait « Faire sauter une maison ne suffit pas. Ce qu'il faut, ce sont des réactions cruelles et fortes (…) Nous devons frapper sans pitié, y compris les femmes et les enfants. Autrement, les réactions ne sont pas efficaces ». Il partageait la vision Golda Meir qui considérait : « Il n'y a pas de peuple palestinien (…) Ils n'existent pas », ou encore de Menahem Begin, qui désignait les Palestiniens comme « des animaux à deux pattes ».

Pourtant Ariel Sharon est un homme dont l'Occident a fait l'éloge ces derniers jours. Ils ont salué la mémoire d'un dirigeant sioniste dont l'unique obsession était la liquidation du peuple palestinien. L'hommage ne doit étonner personne puisque l'histoire de l'Occident et celle du sionisme se confondent : colonisation et extermination.

Mais la mort d'Ariel Sharon annonce une autre mort, celle d'"Israël". A l'intérieur, le sionisme ne parvient pas à éliminer la résistance palestinienne, à l'extérieur il doit faire face aux peuples de la région comme en Syrie, au Liban ou en Iran. Paradoxalement, Ariel Sharon sera celui qui aura tué le sionisme car chacune de ses interventions militaires

criminelles a donné naissance à une résistance farouche comme celle du Hezbollah. Les occidentaux ont en réalité salué l'œuvre politique d'un homme qui a conduit le sionisme au bord du gouffre. Les peuples arabes et musulmans résistent et résisteront toujours. Nous, Comité Action Palestine, sommes à leurs côtés dans ce combat pour la justice et la dignité.

---

# Un peuple qui lutte pour sa liberté et son indépendance est invincible

« ***Un peuple qui lutte pour sa liberté et son indépendance est invincible*** »[1].

Le général Vo Nguyen Giap, héros des guerres d'indépendance vietnamienne contre le Japon, la France et les Etats Unis, vient de mourir. Reconnu unanimement comme l'un des plus talentueux stratèges de l'histoire militaire au XXème siècle- et sans doute de toute l'histoire – il fut l'artisan de nombreuses victoires de l'armée du peuple sur les forces ennemies. Il orchestra ainsi la débâcle française à Dien Bien Phu en 1954, la victoire du Têt en 1968, et finalement la capitulation américaine à Saigon en 1975. Au-delà des frontières de son pays, son combat contre le colonialisme et l'impérialisme fut une source d'inspiration pour de nombreux mouvements de résistance à travers l'Asie et l'Afrique. Pour tous les vietnamiens et les peuples opprimés du monde, il restera à jamais le symbole de la résistance, de l'abnégation et du courage et de la droiture.

Fils de paysan, autodidacte, militant anticolonialiste de la

première heure, il s’est battu toute sa vie pour le peuple et avec le peuple. Dans la grande ligne des théoriciens de la guerre populaire, comme Clausewitz et Mao Zedong, il conçut et organisa avec Ho Chi Minh, la stratégie de la résistance contre les puissantes armées coloniales. Ce fut en effet une guerre populaire car elle mobilisa l’ensemble du peuple vietnamien sur le front et à l’arrière. Ce fut une guerre asymétrique – comme décrite par Sun Zi au Vème siècle avant JC- qui opposa de simples combattants démunis aux forces militaires d’États parmi les mieux armés au Monde. Pourtant se servant des points faibles de ses adversaires, cette guerre permit de remporter des victoires spectaculaires. Ce fut une guerre totale, à la fois militaire, économique et politique, porteuse d’un formidable projet révolutionnaire. Elle visait à reconquérir l’indépendance nationale, mais aussi à renverser les rapports de domination au sein de la société vietnamienne afin de donner le pouvoir et la terre aux paysans. Elle ne put être victorieuse sans l’aide et la participation de tout le peuple. Ainsi le Général Giap déclarait *« Avec le Président Ho Chi Minh, nous avons créé cette grande vérité de l’histoire : un peuple colonisé, faible, mais uni dans la lutte, qui se dresse pour défendre avec résolution son indépendance et la paix, est parfaitement capable de vaincre les forces agressives d’une puissance impérialiste »*. Plus que jamais, l’engagement, la détermination et le courage populaire à Dien Bien Phu illustrent la puissance de cette stratégie face à un ennemi qui se croit invincible.

Marchant dans les pas de l’Emir Abdelkrim qui fut l’un des initiateurs de la guerre révolutionnaire contre le colonialisme européen dans le Rif marocain, le Général Giap a resitué la victoire du peuple vietnamien dans le grand mouvement de résistance des peuples contre l’oppression coloniale. « *Dien Bien Phu est non seulement une victoire pour notre peuple, elle est encore une victoire pour tous les peuples faibles en lutte pour se débarrasser du joug des impérialistes et des colonialistes. C’est là sa profonde*

*signification* » disait-il ! La révolution algérienne contre le colonialisme français, ainsi que la résistance palestinienne ont ainsi hérité de la formidable expérience de ce héros des peuples.

Nous Comité Action Palestine, tenons à rendre un vibrant hommage à son génie et à sa détermination. Que notre action au quotidien soit animée par son exemple et emprunte le chemin qu'il a tracé à tous ceux qui sont épris de justice et de liberté.

[1] : Citation de Roland Leroy dans son éditorial du Journal « L'humanité » après la victoire du 30 avril 1975

---

# La centralité de la cause palestinienne

le 1/12/2013 10:40:00 (146 lectures)

Historiquement, c'est le destin particulier de la Palestine qui a contribué à faire de la cause du peuple palestinien une cause de première importance. La Palestine, à l'instar des autre pays du Sud, a commencé à subir les affres de la colonisation occidentale dès la fin du 19ième siècle. Cependant, c'est au moment où les pays d'Asie et d'Afrique commençaient à se décoloniser que la domination anglaise fut remplacée par la domination juive. En effet, en mai 1948 est créé l'Etat sioniste qui correspond à la Nakba ou grande catastrophe pour les Palestiniens. Cette particularité historique a alors d'emblée été perçue comme lourde de sens par les peuples arabes et l'ensemble des peuples en lutte. L'Occident ne peut exister que par la spoliation,

l’exploitation, la colonisation des autres peuples et l’implantation d’un Etat colonial juif au Moyen-Orient permet à la fois de contrôler cette région et de poursuivre sous une forme renouvelée la domination impérialiste. Ce fut une manière de contrecarrer le processus de décolonisation à l’œuvre et les peuples opprimés en ont saisi tout le sens et la portée. La Palestine est alors devenue la cause centrale pour tous les Arabes, pour tous les Musulmans, pour tous les opprimés à travers le monde.

---

La trajectoire historique particulière de la Palestine depuis la fin du 19ième siècle a fait de cette petite nation le lieu de concentration des contradictions mondiales, le champ des rapports de force internationaux et la cause de tous les peuples opprimés de cette planète. Parce qu’elle est au centre d’un affrontement séculaire entre le Nord et le Sud, parce qu’elle est le carrefour où se joue la pérennité de la domination occidentale ou la libération des peuples, la Palestine est devenue l’enjeu géopolitique majeur, l’enjeu qui fait vibrer tous les cœurs.

Historiquement, c’est le destin particulier de la Palestine qui a contribué à faire de la cause du peuple palestinien une cause de première importance. La Palestine, à l’instar des autre pays du Sud, a commencé à subir les affres de la colonisation occidentale dès la fin du 19ième siècle. Cependant, c’est au moment où les pays d’Asie et d’Afrique commençaient à se décoloniser que la domination anglaise fut remplacée par la domination juive. En effet, en mai 1948 est créé l’Etat sioniste qui correspond à la Nakba ou grande catastrophe pour les Palestiniens. Cette particularité historique a alors d’emblée été perçue comme lourde de sens par les peuples arabes et l’ensemble des peuples en lutte. L’Occident ne peut exister que par la spoliation,

l’exploitation, la colonisation des autres peuples et l’implantation d’un Etat colonial juif au Moyen-Orient permet à la fois de contrôler cette région et de poursuivre sous une forme renouvelée la domination impérialiste. Ce fut une manière de contrecarrer le processus de décolonisation à l’œuvre et les peuples opprimés en ont saisi tout le sens et la portée. La Palestine est alors devenue la cause centrale pour tous les Arabes, pour tous les Musulmans, pour tous les opprimés à travers le monde.

Aujourd’hui encore, tout concourt à faire de la Palestine une cause de la plus haute importance, un enjeu capital pour l’avenir du monde. Car c’est en ce lieu que viennent se précipiter l’ensemble des rapports de force régionaux et mondiaux. En tant que terre arabe, sa colonisation est une atteinte à l’intégrité du monde arabe. En tant que nation abritant le 3ième lieu saint de l’islam (Al Quds), c’est l’ensemble du monde musulman qui est meurtri par la domination juive de la Palestine. En tant que pays vivant l’oppression de la colonisation, elle est une cause universelle, la cause de tous les damnés de la terre. Vu sous un autre angle, l’alliance quasi-fusionnelle entre les États impérialistes occidentaux et le sionisme constitue un autre facteur de la dimension stratégique du combat en Palestine. Pour les Etats occidentaux, le maintien de l’Etat sioniste et d’une colonie juive occidentale est un instrument de leur suprématie sur le Moyen-Orient, le monde arabo-musulman et in fine sur le monde étant donnée l’importance géostratégique de cette région. En outre, les élites sionistes aux Etats-Unis et en Europe, qui ont une influence décisive sur la politique étrangère, œuvrent sans relâche au soutien sans faille apporté à l’entité coloniale d’Israël. Les Palestiniens ont donc face à eux non seulement un Etat-colonie et une population coloniale mais aussi une coalition d’États d’impérialistes emmenée par le sionisme mondial. L’affrontement en Palestine est donc conflit mondial en miniature qui peut en fonction des circonstances dégénérer en déflagration mondiale. Ainsi l’agression contre

la Syrie fomentée par le bloc occidental et les pétromonarchies participe de l'agenda sioniste dans lequel la destruction de l'axe de résistance à l'impérialisme (Iran-Syrie-Hezbollah) est une priorité absolue.

Ainsi la lutte des peuples pour leur propre émancipation se confond avec la lutte du peuple palestinien pour sa propre liberté. Les peuples ont très bien compris cette dynamique positive des luttes et savent que l'indépendance de la Palestine est synonyme de la mort du néo-colonialisme occidental et du sionisme.

**Comité Action Palestine**

---

# La Palestine : une question de leadership régional.

le 1/12/2013 10:50:00 (154 lectures)

A partir de 1948, la cause palestinienne nourrit et légitima l'aspiration des divers Etats arabes au leadership politique régional. Cette lutte, et le nationalisme arabe en général, constituèrent aussi un moyen d'asseoir la légitimité et la stabilité intérieure dans ces différents pays.

Jusqu'en 1967, la région fût le théâtre de sévères luttes d'influence entre l'Egyte, l'Irak, la Syrie et la Jordanie. L'objectif était d'apparaitre comme le fer de lance de la défense de l'arabisme et du nationalisme palestinien, mais surtout de contrôler les mouvements anti-impérialistes. Tous les Etats développèrent alors des rapports contradictoires avec la résistance palestinienne.

---

A partir de 1948, la cause palestinienne nourrit et légitima l'aspiration des divers Etats arabes au leadership politique régional. Cette lutte, et le nationalisme arabe en général, constituèrent aussi un moyen d'asseoir la légitimité et la stabilité intérieure dans ces différents pays.

Jusqu'en 1967, la région fût le théâtre de sévères luttes d'influence entre l'Egyte, l'Irak, la Syrie et la Jordanie. L'objectif était d'apparaitre comme le fer de lance de la défense de l'arabisme et du nationalisme palestinien, mais surtout de contrôler les mouvements anti-impérialistes. Tous les Etats développèrent alors des rapports contradictoires avec la résistance palestinienne. D'un côté ils apportèrent une aide directe aux factions palestiniennes et créèrent des structures militaires telles que l'Armée de libération de la Palestine en Irak (1960). De l'autre côté, ils empêchèrent ou réprimèrent sévèrement toute expression politique et armée indépendante. Ainsi la Jordanie en 1948, puis l'Egypte en 1958 et 1959, s'opposèrent à la création d'un gouvernement palestinien autonome. Par ailleurs les fedayin palestiniens furent durement réprimés en Egypte, Syrie et Jordanie, et beaucoup se réfugièrent en Arabie Saoudite ou au Koweit où le Fatah fut créé en 1959.

Avec la nationalisation du canal de Suez en 1956, puis la création de la République Arabe Unie avec la Syrie en 1958, l'Egypte de Nasser assura pour un temps le leadership du nationalisme arabe. Si l'Irak et la Syrie, au moins en paroles, défendirent « le droit du peuple palestinien à exercer sa propre souveraineté », la Jordanie et l'Egypte entendaient garder la main mise sur le mouvement. Après l'échec de la RAU, l'Egypte tenta de reprendre sa position de leader en créant l'OLP en 1964. Cette organisation représentait alors la matérialisation institutionnelle de la fonction remplie par la cause palestinienne dans la lutte entre les Etats arabes qui la financèrent très largement. Ainsi l'expression du nationalisme palestinien fût fortement influencée par ce contexte.

Après l'échec cuisant de 1967, avec l'occupation de toute la Palestine, du Sinai et du Golan syrien, la Syrie et l'Irak essayèrent de reprendre le leadership en créant des organisations politiques et militaires pour soutenir la résistance palestinienne. Cette dernière trouva aussi dans la défaite des Etats arabes, une occasion de s'autonomiser. Finalement cette défaite conduisit à la montée en puissance des pays pétroliers, avec l'Arabie Saoudite à leur tête. L'arme du pétrole fût alors présentée alors comme le meilleur moyen d'impliquer l'Occident dans le règlement de la question palestinienne, sans toutefois y parvenir, les pays du Golfe ne voulant pas compromettre leurs relations privilégiées avec l'Occident. Jusqu'en 1978, l'argent du pétrole fut redistribué aux « pays de la confrontation », c'est-à-dire principalement l'Egypte, la Syrie et la Jordanie, et à l'OLP. L'accord de paix signé en 1978 par Sadate avec l'ennemi sioniste fut l'aboutissement de la politique égyptienne de recherche de la paix menée depuis le début des années 70. Il propulsa la Syrie à la tête d'un Front de la fermeté vis-à-vis de l'ennemi sioniste, rejointe bientôt par l'Iran après la Révolution islamique. Cependant la Syrie joua toujours un rôle ambigu en apportant d'une part son soutien à certaines organisations palestiniennes lors de leurs actions en Jordanie ou au Liban, et d'autre part en les réprimant dans les zones sous son autorité. Sa volonté fût de garder le contrôle sur la résistance palestinienne et de ménager ses intérêts nationaux. Dans son rôle de vassal des puissances occidentales, l'Arabie saoudite œuvra continuellement pour empêcher le développement d'un axe fort de résistance au sionisme. Elle assura toujours un soutien aux organisations palestiniennes les moins radicales, Fatah en tête, dans l'objectif de légitimer son pouvoir en interne, notamment sur des bases religieuses, avec la libération de al-Quds comme argument premier.

Depuis le début des années 80, si la Palestine reste la ligne rouge à ne pas franchir pour la plupart des peuples de la Région, elle ne semble plus être l'élément majeur de construction du leadership régional. Paradoxalement le rôle de l'Iran dans la lutte contre le sionisme et le soutien à la résistance libanaise et palestinienne n'a fait que grandir depuis 30 ans. Ainsi cet Etat a acquis une position indiscutable de leader international de l'axe de la résistance à l'impérialisme. Face à cet axe, les monarchies pétrolières, l'Arabie Saoudite et surtout le Qatar, accentuent leur action réactionnaire à la solde de l'hégémonie occidentale.

L'avènement des soulèvements populaires dans la région au cours des deux dernières années illustrent parfaitement ce rapport de force. Les nouveaux régimes en Tunisie et en Egypte ont d'abord utilisé l'antisionisme comme argument électoral, mais une fois élus, se sont très vite rangés du côté des pétromonarchies du Golfe.

Ainsi si la colonisation sioniste de la Palestine reste l'élément majeur pour expliquer les rapports de force entre les Etats dans la Région, le mouvement national palestinien parait avoir perdu le rôle géopolitique moteur qu'il a joué à partir du milieu des années 60. Si la libération de la Palestine garde toute sa dimension symbolique et mobilisatrice, le mouvement national actuel semble n'être aujourd'hui qu'un acteur parmi d'autres du combat contre les forces de l'impérialisme et du sionisme. Plus que jamais la libération de la Palestine découlera de la victoire de l'ensemble des peuples arabo-musulmans de la région contre la domination impérialiste.

**Comité Action Palestine**

# Les soulèvements dans le monde arabe et la résistance palestinienne

Avec les recompositions politiques récentes du monde arabe, c'est un nouveau contexte régional qui est en train de se dessiner pour la résistance palestinienne avec des enjeux différents et des alliances d'une autre nature. Trois séries de paramètres doivent être pris en compte pour essayer de percevoir ou d'anticiper les répercussions positives ou négatives d'une telle évolution sur la révolution palestinienne. Le premier facteur déterminant est constitué par la radicalisation ou l'absence de radicalisation des soulèvements révolutionnaires dans des Etats comme la Tunisie ou l'Egypte. Le deuxième facteur, stratégique, est lié à la victoire ou à la défaite de l'axe de résistance moyen-oriental (Iran-Syrie-Hezbollah) face aux agressions impérialistes. Enfin le troisième facteur repose sur la capacité des organisations de résistance palestinienne de réaliser une lecture juste des événements en cours et de nouer les alliances favorables.

Si le soutien à la cause palestinienne est gravé dans le marbre de la conscience des peuples arabes, il est difficile d'en dire autant pour les Etats arabes depuis la période des décolonisations. Quelques Etats ont certes manifesté depuis 1948 une solidarité sincère envers les luttes du peuple palestinien comme l'Algérie et l'Irak, mais la plupart ont essayé d'instrumentaliser cette noble cause des peuples opprimés pour une question de leadership régional lorsqu'ils ne l'ont pas trahie. Dans cette configuration d'Etats arabes soumis aux impératifs occidentaux et animés par une rivalité

intestine, les alliances de la résistance palestinienne ne pouvaient être que précaires et peu productives. Globalement, le contexte géopolitique a été défavorable aux luttes du peuple palestinien depuis la Nakba et la création de l'entité sioniste.

Avec les recompositions politiques récentes du monde arabe, c'est un nouveau contexte régional qui est en train de se dessiner pour la résistance palestinienne avec des enjeux différents et des alliances d'une autre nature. Trois séries de paramètres doivent être pris en compte pour essayer de percevoir ou d'anticiper les répercussions positives ou négatives d'une telle évolution sur la révolution palestinienne. Le premier facteur déterminant est constitué par la radicalisation ou l'absence de radicalisation des soulèvements révolutionnaires dans des Etats comme la Tunisie ou l'Egypte. Le deuxième facteur, stratégique, est lié à la victoire ou à la défaite de l'axe de résistance moyen-oriental (Iran-Syrie-Hezbollah) face aux agressions impérialistes. Enfin le troisième facteur repose sur la capacité des organisations de résistance palestinienne de réaliser une lecture juste des événements en cours et de nouer les alliances favorables.

A court et moyen terme, les offensives contre-révolutionnaires menées par l'Occident en Libye et surtout en Syrie jouent clairement en défaveur de la cause palestinienne. En Libye, après la chute du régime Kadhafi, le nouveau pouvoir manifeste clairement son allégeance à l'Occident en promettant d'accueillir sur son territoire trois bases militaires : de l'Otan, de la France et d'Israël. L'offensive impérialiste contre la Syrie vise clairement à casser l'axe de résistance régional à Israël et l'Occident. Cet axe constituait jusqu'alors un puissant soutien à la résistance palestinienne au point de vue financier, militaire et diplomatique. L'une des conséquences de la déstabilisation de la Syrie par

l’Occident et les pétromonarchies est l’isolement dans lequel se retrouve la Palestine. Isolement d’autant plus fort que certains officiels du Hamas ont ouvertement pris fait et cause pour les groupes rebelles téléguidés de l’étranger. Cette trahison d’une faction du Hamas a été dénoncée par certains dirigeants du mouvement à Gaza mais le mal est fait et la résistance palestinienne devra encore en subir les conséquences pendant plusieurs années. En Tunisie et en Egypte, les nouveaux pouvoirs islamistes issus des soulèvements sont politiquement proches du Qatar et de l’Arabie Saoudite. Certains actes et prises de positions des nouveaux dirigeants viennent renforcer la politique guerrière et pro-occidentale des pétromonarchies. Ainsi en Tunisie a été organisée la conférence des « amis de la Syrie » pour appeler à des sanctions contre le régime syrien. Les Frères musulmans d’Egypte, de concert avec les « Pinochets arabes », appellent à la chute du régime baasiste de Syrie en pleine conférence des Etats non-alignés organisée par l’Iran. Et malgré certaines promesses électorales, les politiques de normalisation avec l’entité sioniste ont été globalement maintenues. Au point que la circulation des hommes et des marchandises entre Gaza et l’Egypte est plus difficile aujourd’hui qu’au temps de Moubarak.

A plus long terme cependant, les transformations politiques dans le monde arabe peuvent contribuer à affaiblir une domination occidentale et sioniste qui a déjà commencé à montrer des signes de déclin. Si la Syrie sort victorieuse de la guerre contre les groupes de mercenaires djihadistes agissant pour le compte de l’Occident, l’axe de résistance en sortira renforcé et les effets directs et indirects ne peuvent être que bénéfiques pour le peuple palestinien. D’autre part, si l’éventualité d’une radicalisation des révolutions tunisienne et surtout égyptienne venait à se réaliser, la résistance palestinienne gagnerait en profondeur stratégique, en moyens militaires, en aides matérielles, en soutien politique et idéologique. Et le rapport de force régional

s’inverserait : l’entité sioniste connaitrait alors l’isolement actuel de la Palestine, isolement qui précipiterait sa disparition. La libération des peuples arabes du néocolonialisme occidental et la libération de la Palestine du colonialisme sioniste vont de pair. La victoire des peuples dans la région dépend de la possibilité d’instaurer une dynamique positive de rapports et de solidarités entre la cause arabe en général et la cause palestinienne en particulier.

**Comité Action Palestine**